

en dépit de ces divergences d'opinion très prononcées, que j'ai eues avec mon très honorable ami (M. Meighen), je serais prêt à lui donner mon concours de même qu'à n'importe qui à l'heure actuelle, afin d'assurer au pays les lois et les méthodes administratives dont il a besoin. Cependant, je donnerais mon concours en m'appuyant sur des principes et un programme bien arrêté. J'ai communiqué à mes amis politiques, comme c'était mon devoir de le faire, les propositions qui m'avaient été soumises. Nous avons examiné ces propositions qui furent discutées à fond; cependant, ces débats en sont restés là et nous sommes ici aujourd'hui à titre de parti indépendant soutenant les principes dans lesquels nous avons foi et prêts à travailler à la diffusion de ces principes par tous les moyens honnêtes et légitimes dont nous disposons.

La presse et la députation se sont demandé quelle attitude prendrait le parti progressiste. Son attitude est bien simple, il ne fera pas d'opposition pour le plaisir d'en faire, il aidera, de toutes ses forces, au triomphe des mesures qu'il jugera bonnes, et il combattra le ministère quand celui-ci voudra en adopter de mauvaises ou négligera d'en adopter de bonnes. J'espère, et les paroles du premier ministre me donnent raison d'espérer que l'attitude du ministère au sujet des grandes questions d'intérêt vital dont je vais bientôt parler méritera l'appui du parti progressiste. Si, toutefois, elle ne le mérite pas, nous devons le lui refuser.

Il faut au Gouvernement un temps raisonnable pour orienter sa politique et adopter un programme. Formé depuis quelques mois seulement, il n'a guère pu se mettre au fait de toutes les questions d'administration publique ni tracer sa ligne de conduite, d'une manière définitive avant la session actuelle.

Je ferai allusion, en assez peu de mots, aux sujets traités dans le discours du trône. Ce discours est satisfaisant et le chef de l'opposition n'était guère fondé à en critiquer la partie où il est question du tarif, le discours du trône de l'an passé nous donnait à entendre qu'on allait soumettre au Parlement des propositions définies, au sujet du tarif. Celui de cette année n'indique clairement la politique du ministère que sur une couple de points. Par exemple, il y est dit que plusieurs services de la défense du Canada devraient être coordonnés ou réunis, et placés sous la direction d'un seul et même ministre. C'est

là un pas dans la bonne voie et je suggérerais au premier ministre et à ses collègues d'appliquer ce procédé à d'autres départements du service. Ce pays est trop gouverné. Les Etats-Unis ont une population d'environ cent dix millions et les frais de l'administration fédérale y sont relativement beaucoup moins élevés qu'au Canada. Puisse le ministre de la Milice réduire son budget autant que possible. J'ai blâmé l'ancien gouvernement de ne pas assez pratiquer l'économie, surtout dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons. J'espère que nous n'aurons pas à faire la même critique à l'adresse du ministère actuel.

Le discours du trône parle de l'Etat de crise qui règne dans le monde entier. Ce mot nous est devenu familier et nous en avons tous reconnu la justesse en mettant la main à nos goussets.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Très bien!

L'hon. M. CRERAR: Cette marque d'approbation de la part de l'ancien ministre des Finances me fait plaisir, l'exercice de sa charge l'a si bien éclairé sur cet état de choses.

Le discours du trône traite aussi de l'état de l'agriculture, qui constitue, actuellement, un problème très sérieux, comme le sait le ministre de l'Agriculture (M. Motherwell). Il suffit de jeter un regard sur le pays, sur les grandes industries que nous avons établies, pour conclure que la prospérité dépend vraiment de l'agriculture, et que le commerce languit et dépérit si l'agriculture n'est pas florissante.

Quelle est la situation actuelle?

Je ne crains pas de dire que la plupart des cultivateurs du Canada occidental, de ce coin du Dominion que je connais le mieux, n'ont pas réussi à boucler leur budget, l'an dernier. Je crois qu'il en a été ainsi dans d'autres parties du pays, et que s'ensuit-il? Il s'ensuit que les portes de nos manufactures sont closes, qu'il y a du désœuvrement dans nos grandes villes et que nos voies ferrées sont privées d'une clientèle suffisante. A une session antérieure, j'ai cité à la députation des calculs qui indiquaient la valeur de nos exportations agricoles comparées à l'ensemble des ventes du Canada à l'étranger. L'examen des faits dans le détail démontre d'une façon probante que l'agriculture est notre principale industrie et que le succès de toutes nos autres entreprises et opérations commerciales est intimement lié au sort de la culture du sol.